

À l'attention des camarades montagnistes du collectif Unión de Grupos Excursionistas Libertarios de Madrid

Je participe à l'administration du « [blog de l'antitourisme](#) », une plateforme d'archives et d'analyse critique du tourisme et de la marchandisation du monde. Je tenais à saluer l'initiative d'envisager une communauté de lutte dans le montagnisme et le fait d'avoir publié un fanzine qui questionnait ce montagnisme. La critique des activités de loisir est rare, et elle l'est d'autant plus lorsqu'elle est associée à une critique sociale globale. Vous trouverez sur le blog une traduction en français de l'article "[Creando una comunidad de lucha en el montañismo](#)" paru en novembre 2025 dans le numéro 178 du journal *Todo por hacer*, ainsi que du fanzine [Renaturalizar el territorio devastado - Sabotear el deportivismo - Desalambrar el privatizado](#).

Comme vous proposiez de discuter, de débattre et de recueillir l'avis de vos lecteurs et lectrices, je me permets de vous transmettre quelques réflexions à ce sujet. Je souhaitais notamment reprendre votre critique du montagnisme hégémonique et exposer mon avis sur certains aspects qui me semblent essentiels à intégrer aux débats que vous sollicitez.

Je partage bien des aspects de la critique du montagnisme hégémonique que vous décrivez parfaitement. Le culte de la performance et de la compétitivité doit être dénoncé sans aucun doute. Et vous avez raison de souligner que les rapports sociaux jouent un rôle majeur dans l'approche que l'on peut avoir de la montagne. Les "montagnistes du dimanche" sont en général perçus comme les responsables des dégradations causées par leur présence massive le week-end. Et vous les dédouanez de manière juste, en soulignant que le salariat impose un "saucissonnage" de la semaine entre temps travaillé et temps libre ; ce temps libre durant lequel le salarié urbain cherchera à se reconnecter avec la nature.

Nous ne sommes pas seuls à partager l'idée de l'importance d'une nature compensatoire face à une vie artificialisée par la société industrielle. Le marquis de Villaviciosa de Asturias, Pedro Pidal — homme politique de la Couronne et montagnard notoire reconnu pour avoir instauré le premier parc national d'Espagne en 1918 — déclarait ceci en 1932 :

« La vie est un contraste, et ceux qui vivent dans les villes toute l'année, fatigués du mur de la maison d'en face, du bruit de la rue, des vitrines des magasins, des frises des théâtres, du séjour prolongé dans l'atelier, le cabinet ou le bureau, en fait, de la vie artificielle et urbaine, désirent, naturellement, pouvoir contempler une nature vierge et sauvage — et plus elle est vierge et sauvage, mieux encore — où on n'ait ni coupé les arbres, ni tué les animaux, ni détruit ou détérioré le paysage, où ils puissent flâner ou se délasser, fureter librement, en oxygénant le corps et l'esprit... et c'est pour cela qu'aux États-Unis ils disent qu' « en revenant des parcs nationaux, l'avocat est meilleur avocat, l'ingénieur est meilleur

ingénieur, l'architecte est meilleur architecte, le tailleur est meilleur tailleur ». Que si tout le monde pouvait profiter des parcs nationaux, on pourrait dire que la question sociale serait résolue. »¹

Cette citation de Pedro Pidal — dont on ne peut soupçonner la sympathie pour les idées marxistes ou libertaires — reflète assez bien les aspirations d'une partie de la noblesse progressiste du début du XX^e siècle : la nature devrait résoudre la "question sociale" ! Tout y est assumé : l'incursion en pleine nature doit permettre aux travailleurs de devenir "meilleurs". Elle devient essentielle aux yeux de la classe dominante, et de la société en général, pour le rôle compensatoire que la société industrielle lui demande de jouer face à l'aliénation du travail et de la vie urbaine. Cette aliénation est alors acceptée comme un mal nécessaire : le salarié doit renouer avec la nature pour mieux admettre sa condition.

En France, l'idée de préserver la nature dans des parcs nationaux émane de membres du Club Alpin Français (fondée en 1874) et du Touring Club de France. Ce dernier, créé en 1890 par un groupe de bourgeois passionnés de vélo, avait pour but « le développement du tourisme sous toutes ses formes ».²

Malgré la reconnaissance des parcs nationaux par la loi en 1960, leur essor a été entravé par la protection très stricte des espèces sauvages et les coûts importants liés aux expropriations et à leur gestion à la charge de l'État. Ces parcs nationaux — où les gens ne sont tolérés que comme observateurs de passage et non comme résidents — font alors émerger l'idée de Parcs naturels régionaux³ (PNR). Dans ces derniers, on cherchera à protéger la nature tout en maintenant une économie locale vivante.

L'idée de PNR apparaît comme une alternative aux nuisances de la concentration urbaine, alors même que se déploient de grands projets d'urbanisation touristique : la mission Racine de 1963 sur le littoral languedocien dans le sud de la France (500 000 lits) et le Plan Neige, essentiellement dans les Alpes (150 000 lits). Ces projets visaient à concurrencer le modèle touristique espagnol franquiste du "Sol y playa". Dès 1965, des rapports soulignent aussi l'importance d'établir, « aux alentours des grandes métropoles, [des] Parcs régionaux de loisirs et de détente où les citadins pourront renouer avec la nature ».⁴

Le projet de PNR comme terrain de jeu et de détente pour les citadins est clair dès le départ. Et de nombreux naturalistes et penseurs s'opposent, dès les années 1960 à ces parcs naturels ou nationaux. Bernard Charbonneau affirmait, par exemple :

¹ Cette citation était affichée à l'entrée du *Centro de visitantes Pedro Pidal* du Parc national des Pics d'Europe. (Cf. [photo en lien ici](#))

² Le Club Alpin Français et le Touring Club de France fondent en 1920 l'Union nationale des associations de tourisme (UNAT).

³ Nacima Baron et Romain Lajarge, *Les parcs naturels régionaux — Des territoires en expériences*, Quæ, 2016

⁴ *Ibid.*

« Ce sont les hommes de l'auto et de l'avion qui escaladent à pied les montagnes. La sympathie pour les sociétés indigènes aboutira tout au plus à un folklore pour touristes plaqué sur un abîme d'uniformité. On enfermera les derniers hommes sauvages, comme les derniers grands mammifères, dans des réserves soigneusement protégées, où ils joueront le rôle du primitif devant un public de civilisés. Le parc national n'est pas la nature, mais un parc, un produit de l'organisation sociale : le jardin public de la ville totale. »⁵

L'organisation sociale se veut généreuse et soucieuse de l'environnement. Cependant, ses discours technocratiques et politiques visent avant tout à faire accepter le monde tel qu'il va et tel qu'il continue de se développer. Derrière les arguments formulés se cache la gestion d'un monde entraîné — "parce que c'est bon pour l'emploi et le PIB" — sur les pentes de la déraison ; un monde inféodé à sa propre marchandisation. C'est pourquoi le tourisme et le montagnisme dévorent déjà la nature et le réel pour les transformer en marchandises.

Il est crucial de débattre de ce que représente « un montagnisme de loisir, contemplatif, d'exploration ou d'aventure »⁶ dans le cadre d'une société de loisirs de masse administrée par le système industriel. À l'ère des technologies de plus en plus invasives, le comportement de nos contemporains n'est pas seulement dicté par des règles explicites ou par l'État : [une simple photo sur Instagram](#) peut devenir virale et créer, du jour au lendemain, une nouvelle destination touristique. Le tourisme cherchera toujours à capter le montagnisme non marchand dans ses filets. À ce titre, le président de la commission déléguée au tourisme de l'association Régions de France soulignait, en ce début d'année 2026, la nécessité de [transformer les promeneurs en consommateurs](#)⁷.

L'industrie du tourisme est passée de 25 millions de touristes internationaux en 1950 à [1,52 milliard](#) en 2025, selon l'ONU Tourisme (ex-OMT). Elle représente la première industrie mondiale. En 2019, on comptait 36 000 passages sur un lieu stratégique du parcours du [Tour du Mont-Blanc](#). En 2023 sur ce même sentier, plus de 60 000 passages ont été recensés durant les quatre mois d'été, entre début juin et fin septembre. Certains jours, la fréquentation dépassait les 1000 randonneurs par jour, avec des pics atteignant 1 500 personnes par étape. Par ailleurs, de décembre à mai, 65 000 skieurs empruntent et descendent la célèbre [Vallée Blanche](#), toujours dans le massif du Mont-Blanc.

Le massif du Mont-Blanc souffre d'un surtourisme où parfois le comportement insoucieux de certains visiteurs nous laisse pantois : on a notamment pu voir deux touristes [se poser en avion](#) non loin du sommet pour n'avoir qu'à gravir les derniers

⁵ Bernard Charbonneau, *Le jardin de Babylone* (1969), Encyclopédie des Nuisances, 2002.

⁶ Cf. *Renaturaliser ce qui a été dévasté – Saboter ce qui a été sportivisé – Débarbeler ce qui a été privatisé*

⁷ L'association [Région de France](#) regroupe 18 membres (12 régions métropolitaines, la collectivité territoriale de Corse, et cinq collectivités d'Outre-Mer). Cette association se présente comme un espace de concertation entre les Présidents des Conseils Régionaux, les élus et leurs services. On peut retrouver les propos exacts de Franck Louvrier, président de la commission Tourisme, lors de la conférence de presse à 1H 20mn 20s de l'enregistrement : <https://www.youtube.com/watch?v=tybJMGS3oas>

mètres, un autre [abandonner un rameur](#) après l'avoir monté, des patriotards lettons tenter d'ériger un mât de 10 mètres pour y [hisser leur drapeau](#) ou encore un groupe de joyeux lurons installer [un jacuzzi gonflable](#) pour s'y photographier en maillot de bain. Si le comportement individuel de certains et l'effet de groupe sont condamnables, là n'est pas notre propos. Laissons les sociologues, ethnologues et autres experts institutionnels se pencher sur cette question. Ce qui nous importe est de savoir si ce genre de dérive n'est pas intrinsèquement lié au tourisme en général. N'a-t-on pas déjà entendu dans la presse, l'expression de la colère d'habitants permanents face au comportement antisocial de certains touristes — beuveries, tapages, conduites inconvenantes envers les riverains, etc. — dans des villes ou autres lieux touristiques ? Pourquoi l'individu en groupe se "lâche"-t-il dès lors qu'il revêt l'habit de touriste ?

Revenons sur une critique plus générale du tourisme élaboré par les institutions. La touristisation colonise et monopolise l'ensemble de l'activité humaine et des terres en montagne. Cette mise en tourisme de la montagne « fait augmenter le prix de l'immobilier et du foncier, si bien que les habitants et employés se retrouvent totalement exclus du marché. Les logements sont loués à des touristes ou vendus comme hébergements touristiques ou comme résidences secondaires. On compte en montagne de nombreux volets fermés ; ce qu'on nomme communément dans le jargon touristique des "lits froids" »⁸.

Le développement d'un tourisme "4 saisons " encourage la transformation des stations de ski en stations de montagne. Confrontés au manque de neige, les décideurs s'adaptent : certaines régions investissent dans des canons à neige, tandis que d'autres préparent leur reconversion. Pourtant, aucune ne semble pouvoir ni vouloir abandonner le tourisme. Toutes investissent désormais dans une transition durable soutenues en cela en France par le plan « Avenir montagne »⁹. Cette nouvelle touristisation, alternative au modèle du "tout-ski", nécessite cependant de nouveaux aménagements : infrastructures d'accès et d'accueil, mobilités écoresponsables (avec leurs bornes de recharge pour vélos et trottinettes tout-terrain à assistance électrique), transports par câble ou "ascenseurs valléens", voies vertes, parkings, tunnels permettant l'accès aux autocars à doubles étages, signalétique pédagogique, murs d'escalade conviviaux (*outdoor* ou *indoor*), événements culturels (traditionnels ou pas) et folklore. Toutes les initiatives de développement sont bonnes et valorisées lorsqu'il s'agit de "sauver la planète ".

Je ne sous-entends pas que vos intentions aillent dans ce sens, bien entendu. Mes propos visaient avant tout à souligner que le montagnisme est désormais totalement intégré à l'industrie du tourisme. Il est devenu un rouage essentiel de la transition vers un prétendu "tourisme durable", toujours plus diffus et imposant ses règles en tant que mono-industrie des territoires de montagne.

⁸ « [L'avenir des montagnes](#) », article publié dans le journal [Ricochets du mois de janvier 2023](#).

⁹ Selon la présentation [du plan](#) : « Avenir montagnes répond à l'ambition d'un tourisme durable et résilient à travers trois axes :

1. Favoriser la diversification de l'offre touristique et la conquête de nouvelles clientèles ;
2. Accélérer la transition écologique des activités touristiques de montagne ;
3. Dynamiser l'immobilier de loisir et enrayer la formation de « lits froids ». »

On peut légitimement douter de l'impartialité du président d'un cabinet de conseil en développement touristique soutenant que « [la notion de surtourisme relève du mépris de classe](#) »¹⁰ ; on ne peut être à la fois juge et partie. Vos propos s'inscrivant aussi autour de cette même idée, ils méritent qu'on s'y attarde.

Bien que je sois d'accord avec vous pour dire que la massification de la montagne n'est pas due à une guerre culturelle entre différents modes de vie, je ne pense pas que cette massification puisse être exclusivement perçue comme relevant du mépris de classe.

La massification du montagnisme pourrait de prime abord, être considérée comme une forme de démocratisation : ce qui était autrefois réservé à une élite privilégiée devient accessible au plus grand nombre. On pourrait y voir l'aboutissement du principe d'égalité d'accès ou encore la fin des privilèges. La réalité est bien différente. La massification du montagnisme — comme celle du tourisme en général — pousse les élites à se tourner vers des projets "sur mesure " et ultra-personnalisés, nourris par le besoin de se distinguer à la montagne comme ailleurs. Et ce besoin de distinction n'est-il pas le corolaire de la standardisation, de l'uniformisation, de la massification de la production de marchandises, et des rapports sociaux imposés par la société industrielle ? Ne contribue-t-il pas à créer une nouvelle niche économique à exploiter, laquelle sera, à son tour, "démocratisée" pour répondre à l'envie de la majorité des montagnistes attirée par les nouveaux produits devenus de nouveaux marqueurs sociaux ?

La lutte des classes visait l'abolition des classes sociales au siècle dernier. Dénoncer les privilèges des élites ne doit pas pour autant conduire à revendiquer un accès au montagnisme de loisir pour tous. Dans un monde de production et de consommation de masse en perpétuelle crise — qui, on le sait aujourd'hui, empoisonne la terre, l'air et l'eau, tout en détruisant les espèces et le climat — une telle démarche ne traduit pas l'avènement d'une société plus juste, égalitaire et sans domination ayant abolie le salariat et la marchandisation ; elle se limite à un simple droit de consommer des loisirs, pour tous.

Espérant que ces quelques remarques puissent enrichir la discussion que vous avez initiée sur le montagnisme, je vous souhaite que le meilleur émerge de vos sorties en montagne.

Avec tout le respect que je vous dois,

Henri Mora, le 12 avril 2026

¹⁰ Jean Pinard, « la notion de surtourisme relève du mépris de classe », *Le Monde*, 3 septembre 2024. (https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/09/03/jean-pinard-consultant-la-notion-de-surtourisme-releve-du-mepri-de-classe_6302627_3232.html)